

L'illusion de la liberté et de l'indépendance est au cœur de la troisième partie du livre. Regroupant six contributions relevant en grande partie de la rive sud-méditerranéenne, elle offre une lecture diversifiée. Driss Ksikes et Mohammed El-Ayadi traitent de la presse écrite et des transitions politiques au Maroc, Saïd Jaafer évoque les entraves d'une ouverture médiatique en Algérie; Salam Kawakibi et Larbi Chouikha abordent les nouvelles technologies de l'information, particulièrement l'internet et les enjeux de la liberté d'expression et d'information entre partis au pouvoir et opposition. L'Italie est également présente dans cet ouvrage; elle l'est dans la contribution de Lucca Guzzetti où est abordée l'idée selon laquelle la télévision italienne a été monopolisée pour servir la politique, le divertissement, le sport et la propagande d'utilité économique. Ainsi ont été marginalisés les intellectuels ainsi que les perspectives sociales et culturelles, faisant des téléspectateurs les membres d'une société de consommation, soumise au libéralisme occidental.

La quatrième partie, « Le pouvoir de penser les relations internationales », comporte deux contributions dont celle de Jacques Walter et Béatrice Fleury qui traitent de la relation que les médias entretiennent à la seconde Intifada. La critique faites aux médias français et européens par un spécialiste de l'analyse des médias, Daniel Dayan, a conduit ces auteurs à approfondir le thème de la liberté d'expression et du rôle des médias en temps de guerre. Contraintes d'ordre politique, idéologique, identitaire ou sociale sont quelques-uns des thèmes qu'ils abordent, notamment lorsqu'ils montrent que, en temps de guerre, journalistes et professionnels des médias œuvrent dans un univers criblé de mines, tant du côté de la fabrication de l'information que du côté de sa réception (pour plus de détails, voir B. Fleury, J. Walter, dirs, *Les médias et le conflit israélo-palestinien. Feux et contre-feux de la critique*, Metz, Centre d'études des textes et des discours, coll. Recherches textuelles, 9, 2008). Enfin dans la dernière partie du livre, « Médias et imaginaires politiques », certains aspects relatifs au monde Arabe et à la religion sont abordés. L'islam est devenu un paradoxe qui aiguillonne semble-t-il un occident inquiet de le voir dominer la scène internationale. En Méditerranée, les médias cherchent à assumer des rôles qui ne se limitent plus aux missions de propagande ou de divertissement. Ils souhaitent acquérir une place influente sur la scène internationale.

Finalement, l'ensemble de ces textes offre un florilège particulièrement intéressant des termes d'un débat

complexe et difficile. En outre, chacun des sujets se présente comme autant de pistes à approfondir...

**Amor Tbib**

CREM, université Paul Verlaine-Metz

LESOR IRA, Medenine (Tunisie)

amor.tbib@ira.mrt.tn

**Pierre Musso, *Télé-politique. Le sarkoberlusconisme à l'écran.***

La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, coll. Monde en cours, 2009, 201 p.

Pierre Musso avait désigné par le néologisme « sarkoberlusconisme » le nouveau modèle politique néolibéral méditerranéen de type bonapartiste dont l'originalité tient à la combinaison entre autorité de l'État, américanisme, révérence à la catholicité et référence à l'entreprise (*Le sarkoberlusconisme*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2008). L'analyse de ce phénomène au prisme de la télévision conduit ce très fin connaisseur de l'audiovisuel français et italien à se démarquer dans son dernier ouvrage des analyses semi-savantes qui s'épuisent à décrire un simple phénomène de « peoplisation », de la myopie conceptuelle qui réduit le rapport de Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi au petit écran à un « vidéo-populisme » ou « une télécratie » (p. 9), mais également du modèle dominant des « effets directs » devenu cette vulgate de la manipulation médiatique dont se repaît la « critique des médias ». Autant de thèses qui ont désormais pris valeur d'évidence. À rebours de ces simplismes, Pierre Musso entreprend de réinvestir théoriquement un champ d'études par ailleurs « surinvesti idéologiquement » pour proposer une analyse inédite des relations à double sens entre le sarkoberlusconisme et télévision contemporaine des deux côtés des Alpes, et mettre en évidence leur lien « consubstantiel ». Si la France et l'Italie partagent une même situation originelle marquée par le monopole étatique, la seconde, pionnière dans la dérégulation de son système audiovisuel, a servi de « laboratoire » dans le même temps qu'elle demeure le seul pays dont le chef de l'exécutif est propriétaire d'un très grand groupe de médias. Pierre Musso dessine une véritable économie politique de la télévision, comprise comme une technologie du pouvoir. À cette fin, il n'en néglige aucune dimension et dans la lignée de ses précédents travaux construit une grille d'analyse idéologique qui emprunte principalement à Antonio Gramsci, Lucien Sfez et Pierre Legendre. Institution technologique, la télévision produit de l'imaginaire fictionnel dans une logique duelle de « réverbération » sans instance tierce. Après avoir utilisé la télévision pour asseoir

son pouvoir; le politique s'est adapté à elle jusqu'à en adopter son mode d'expression émotionnelle et sa mise en scène (pp. 50-51). La compréhension de cette relation pensée sur le mode de l'échange de valeurs et de références culturelles dans un « jeu de miroirs sans fin » (p. 52) fait d'abord l'objet d'un séquençage et d'une mise en perspective sur la longue durée.

À chacune des trois périodes de la régulation, l'auteur associe un type de télévision (pp. 38-43). Une première étape est marquée par le monopole « monolithique » de l'ORTF en France et de la RAI en Italie. Cette « paléo-télévision » (Umberto Eco), qui associe « une chaîne, un parti, un journal télévisé » (p. 18), distingue l'information de la fiction et met en scène le message émis par le pouvoir à destination d'un public qu'il s'agit d'éduquer et d'informer. Cette conception correspond à la télévision publique des années 1950-1975, celle d'une « télévision-fenêtre » pédagogique, complémentaire à l'école et ouverte sur la réalité du monde.

La période qui lui succède est celle de la critique du monopole et de la multiplication des télévisions commerciales. Le politique, sans disparaître, se met en retrait – « en invisibilité » – derrière la concurrence et les autorités administratives indépendantes. Relayé par le marché, il se contente de transposer les directives européennes. Cette étape de la « télévision-miroir » opère le passage de la paléo-télévision à la néotélévision, terme par lequel Umberto Eco a mis en évidence la tendance autoréflexive de ce média. L'émetteur est détrôné par l'animateur et le spectateur mis en scène dans le *talk show* ou le jeu.

Enfin, les années 90 voient la formation de grands groupes susceptibles de concurrencer les majors hollywoodiens et l'affaiblissement corrélatif de l'audiovisuel public. Le politique fait retour en soutenant les « champions nationaux » – ce dont témoigne le groupe Vivendi-Universal – par la dérégulation/dérégulation sur fond d'anti-étatisme et de critiques du service public. En Italie, le *Cavaliere* profite du vide réglementaire (« a-réglementation ») pour imposer son champion national, puis du vide politique né de la crise identitaire de la gauche italienne pour créer un parti, *Forza Italia*. Cette période est celle de la « télévision-réfecteur » qui brouille les frontières entre le réel et la fiction devenue vérité vraisemblable. La néotélévision permet l'échange et la transformation du temps social des téléspectateurs captée grâce à l'imaginaire fictionnel en ressources publicitaires et plébiscitaires. Elle prétend remédier à la distanciation par la fusion et la communion

faisant fi de la représentation traditionnelle. La télé-réalité exprime cette « démocratie compétitive » qui met en scène les rapports perdant/gagnant du marché et de l'entreprise. Dans ce même temps, le sarkoberlusconisme entretient un clivage permanent et une segmentation qui rendent intelligible la « réforme historique » de la télévision publique, initiée début 2008, laquelle supprime la publicité sur France Télévision dont Nicolas Sarkozy nomme désormais le président.

Au cœur de la thèse de Pierre Musso, il y a l'idée que la relation de dépendance de la télévision au politique tend à s'inverser avec la dérégulation et le triomphe de la néotélévision. Mieux, une « néopolitique » emprunte les technologies de la néotélévision pour s'inscrire désormais sous le signe de l'hypervisibilité. Avec elle, le politique livre la vérité par sa seule image à l'exemple du corps présidentiel exposé à la surveillance de tous, comme par un « panoptique inversé ». Cette « prise de parti » télévisuel concerne l'ensemble de la programmation au-delà de l'information (p. 109). Dans le cas italien, *Forza Italia* s'est formé par mimétisme à l'égard de la néotélévision à partir de la régie publicitaire du groupe Mediaset. Le politique apparaît dès lors comme de « l'audiovisuel continué par d'autres moyens » (p. 65) relève encore Pierre Musso. Cette relation complexe se place sous le signe de l'interdépendance et de la contamination en profondeur par le média audiovisuel marqué en retour par le politique. La « télé du parti » a cédé au « parti de la télé » qui produit l'hégémonie culturelle indispensable à la conquête du pouvoir (p. 46) et constitue un « bloc historique » (Gramsci) associant sarkoberlusconisme et groupes champions (p. 54).

Soutien aux « champions nationaux » sous l'étendard du « patriotisme économique » à l'extérieur; politique sécuritaire de surveillance des corps et des esprits sur le versant intérieur; la transformation de l'État sur le modèle entrepreneurial caractéristique de ce modèle politique ne conduit pas tant à un État faible qu'à un interventionnisme sur des fonctions réduites. Pierre Musso remonte aux origines de cette « théorie des champions nationaux » qui a inspiré la politique audiovisuelle du gouvernement Balladur mise en œuvre par Nicolas Sarkozy (pp. 94-95). Il la discerne dans le rapport Nora-Minc (*L'informatisation de la société*, Paris, Éd. La Documentation française, 1978) qui présage d'une nouvelle dialectique de l'État et du marché à laquelle répond la stratégie « étato-libertaire » défendue par Alain Minc au début des années 80 : un État géré comme une entreprise

et des champions nationaux soutenus par l'État néolibéral sur un marché mondialisé.

Autant dire que la thèse de Pierre Musso, nourrie de nombreuses références, dépasse le seul propos dont laisse présager le titre pour s'aventurer avec bonheur sur les rivages de l'anthropologie politique, à la façon d'un Georges Balandier. Cet ouvrage relativement court et très dense qui emprunte la forme de l'essai, par l'ampleur impressionnante de la réflexion qu'il déploie, est assurément promis à faire date autant qu'il conforte la vocation pleinement interdisciplinaire de la discipline – les sciences de l'information et de la communication – dans laquelle s'inscrit son auteur.

**David Forest**

LAS, université Rennes 2  
forestdavid@orange.fr

**Nicolas PÉLISSIER, *Journalisme : avis de recherche. La production scientifique française dans son contexte international.***

Bruxelles, Bruylant, coll. Médias, sociétés et relations internationales, 2008, 251 p.

Entrons-nous dans une nouvelle ère des études sur le journalisme caractérisée par une réflexivité accrue et une capitalisation des connaissances produites? C'est du moins ce que pourrait suggérer, par son existence même, le dernier livre de Nicolas Péliissier, dérivé de son habilitation à diriger des recherches (HDR). Les conclusions auxquelles parvient l'auteur laissent entrevoir une vérité plus nuancée : outre leur dimension souvent hexagonale, les recherches consacrées au journalisme se caractériseraient plutôt par une relative dispersion disciplinaire et un déficit de structuration. Pour ce faire, l'ouvrage se propose de traiter des études sur le journalisme en France afin d'analyser et de comprendre, à la fois, leur dynamique historique, leur diffusion et ses limites, puis leurs caractéristiques nationales (hexagonales) d'un point de vue comparatiste. Les analyses montrent que le contexte national, scientifique et culturel, a joué un rôle prépondérant dans cette histoire. Elles éclairent l'un des éléments explicatifs de ce qui pourrait être perçu comme une des causes du retard et comme une faiblesse durable de la recherche en France : la coupure qui perdure, aujourd'hui encore, entre l'enseignement du journalisme dans des écoles et une recherche plus universitaire qui ne trouve pas de débouchés directs, de formes vulgarisées de diffusion auprès de ceux qui se destinent à la profession.

Pour quelles raisons et en fonction de quels facteurs, le journalisme et les médias vont-ils devenir en France,

avec retard, un objet de recherche pertinent ou, du moins, académiquement légitime? D'après l'auteur, les éléments de réponse ne seraient pas à rechercher du côté des facteurs externes (développement de certains médias, transformation sociale ou politique, contexte culturel, etc.), mais à situer d'abord dans la structuration sociale de la recherche et la progressive reconnaissance collective de ce type d'objet. Pour étayer sa démonstration, Nicolas Péliissier propose un découpage historique relativement « souple » en deux étapes : la première couvrant la période qui va des années 30 aux années 70 se caractériserait par des tentatives isolées, morcelées, émanant principalement de juristes et d'historiens; la seconde, correspondant au dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, se définirait comme une phase d'affirmation, de développement, voire d'institutionnalisation de la recherche. Au sein de cette seconde phase, qui intéresse plus particulièrement l'auteur, il appréhende le commencement des études sur le journalisme dans les années 70, comme une période d'incubation de celles-ci, caractérisée par une production très discrète, à l'exception de l'article fondateur de Jean-Gustave Padioleau, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », paru en 1976 dans la revue *Sociologie du travail*, et de quelques travaux restés inédits. Les années 80 concrétiseront ces avancées, comme en témoigne l'ouvrage de référence de Rémy Rieffel, *L'élite des journalistes : les hérauts de l'information*, paru en 1984 aux Presses universitaires de France. Mais ce n'est qu'au fil des années 90 que de nombreux travaux seront publiés témoignant d'une focalisation scientifique sans précédent sur l'objet « journalisme ». On ne citera évidemment pas tous les travaux auxquels fait référence Nicolas Péliissier, mais on retiendra que leur nombre et leur diversité – disciplinaire et théorique – témoigne d'une « accélération soudaine de la production de savoir » et d'un engouement scientifique auquel jamais cet objet n'avait eu droit, au point de concentrer autour de lui des débats scientifiques le dépassant comme on a pu l'observer au milieu des années 90 avec les interventions largement médiatisées de Pierre Bourdieu. Comme le rappelle Nicolas Péliissier, traiter (scientifiquement) de journalisme, ce fut tout au long des années 90 manifester son appartenance ou son opposition à la sociologie bourdieusienne. Ce constat révèle à quel point la production de connaissance relative à un objet tel que le journalisme est surdéterminée par les enjeux sociaux propres au champ académique de la recherche.

Le dernier chapitre de l'ouvrage « La quête de structuration d'un savoir » se concentre sur la période contemporaine et propose une sorte de diagnostic